



En cette Journée des prisonniers palestiniens, le boycott maintient son défi

Description

16 avril 2018



Ramallah occupée, 17 avril 2018 à l'occasion de la Journée des prisonniers palestiniens, l'association Addameer pour les droits humains et le soutien aux prisonniers salue le combat permanent des plus de 6000 prisonniers politiques palestiniens actuellement retenus dans les prisons israéliennes. Chaque année, Israël arrête des milliers de Palestiniens pour tenter de supprimer la volonté d'auto-détermination et pour continuer sa colonisation. Le résultat : environ 800 000 Palestiniens arrêtés depuis 1967.

Le 1er mars 2018 il y avait 6050 prisonniers politiques palestiniens retenus dans des prisons israéliennes. Ceci inclut 427 détenus administratifs ; 356 enfants; 62 prisonnières ; et 7 membres du conseil législatif palestinien. La situation des prisonniers continue à se détériorer tandis qu'ils sont confrontés à une campagne continue de violations et de suppression. Détenus et prisonniers, y compris les enfants et les femmes, continuent à souffrir de mauvais traitements et de torture de manière systématique. Ces politiques ont entraîné la mort par torture de 72 prisonniers depuis 1967.

À cette occasion, nous, membres d'Addameer, réitérons notre soutien total au boycott en cours de toutes les procédures juridiques concernant la détention administrative. L'engagement des prisonniers et de leurs avocats n'a pas fléchi depuis le début de l'action le 15 février 2018.

Leur déclaration affirme que « le cœur de la résistance – la politique de détention administrative est le boycott du système judiciaire israélien ». Les détenus administratifs déclarent également : « Nous mettons notre foi et notre confiance dans notre peuple, son pouvoir et ses institutions, et dans la société civile qui ne nous laissera pas seuls dans cette lutte. C'est un acte patriotique national auquel aucun individu, aucune institution, ne devrait porter atteinte. À ce titre, nous appelons l'Autorité palestinienne à soumettre à une cour pénale internationale la question de la détention administrative aussi rapidement que possible ».

Les forces d'occupation israéliennes ont tenté d'écraser le boycott. Les détenus ont été menacés, frappés et contraints par la force d'assister aux auditions des cours militaires. En ce qui concerne les avocats, certains ont été menacés d'une sanction financière, ou reçoivent même des plaintes s'ils persistent avec le boycott. Face à de telles mesures, les détenus administratifs ont [d'abord] décidé d'intensifier leur boycott.

Le 12 avril 2018, une personne du Comité représentatif des détenus administratifs a informé les avocats d'Addameer qu'il avait décidé de suspendre cette escalade. Celle-ci incluait le rejet des médicaments et le refus de visiter des centres médicaux, à partir du 12 avril 2018. De plus, une grève de la faim était prévue à partir du 14 avril 2018.

La décision [de suspendre l'escalade] a été prise après que le Service israélien des prisons (IPS) a informé les détenus qu'une réunion aurait bientôt lieu entre le Comité représentatif, des représentants des services de renseignements, l'armée et l'IPS, afin de discuter de la politique de la détention administrative.

Le Comité représentatif a souligné que, malgré l'escalade, le boycott des procédures juridictionnelles concernant la détention administrative continuera et que les étapes prévues seraient mises en œuvre si la réunion n'avait pas lieu.

Addameer réaffirme son soutien sans faille aux détenus administratifs et à leurs demandes légitimes. Nous croyons que l'implémentation systématique, sur une large échelle, de la politique israélienne de détention administrative constitue une violation de la Quatrième Convention de Genève. Outre la violation de l'article 78, la détention administrative est aussi une violation de l'article 147 de cette même convention, ce qui signifie que cette politique constitue un crime de guerre et un crime contre l'humanité selon les articles 8 and 9 du Statut de Rome.

Addameer appelle toutes les organisations des droits humains palestiniens à adopter un plan clair dont l'objectif est de soutenir les détenus administratifs dans leurs futures étapes afin d'assurer leur succès. Ce soutien nécessite des campagnes de solidarité nationales et internationales pour amplifier la voix des prisonniers. Même s'ils sont, quant à eux, emprisonnés dans des cellules, nous sommes capables de faire en sorte que leur message se répande loin et largement. De plus, nous incitons à l'activation de mesures internationales de reddition de comptes contre les violations du droit humanitaire international par l'occupation israélienne.

Enfin, Addameer appelle à la libération de tous les détenus administratifs et à ce que les forces d'occupation reconnaissent leurs droits, tels qu'ils sont spécifiés par les instruments juridiques internationaux pertinents. Nous demandons aussi à toutes les organisations des droits humains dans le monde entier de soutenir nos détenus administratifs et de leur témoigner leur solidarité. Actuellement, il y a plus de 427 détenus administratifs dans les prisons israéliennes, y

inclus 7 membres du Conseil législatif palestinien.

Source : [Addameer](#)

Traduction : PPS pour l'Agence Média Palestine

date création

2018/04/19